

France, c'est parti : Sarko embauche et débauche¹

Parole tenue. Le gouvernement fraîchement élu est paritaire et ouvert. Mais visant les pleins pouvoirs, Nicolas Sarkozy s'est surtout ouvert une voie royale pour imposer ses choix politiques. Qui seront, eux, bien ancrés à droite.

Nicolas Sarkozy est un grand sportif. Il pédale dans la vallée de Chevreuse. Fait du jogging dans le bois de Boulogne. Mais il a, aussi, de l'escrimeur, le sens de l'esquive et du footballeur, le génie du contre-pied. Autant de qualités dont il use et abuse à merveille. On l'a vu gravir au pas de course et dans la tenue *ad hoc* les marches de l'Elysée. Tout un symbole. Celui de l'homme pressé, un peu fâché, sans doute, de ne pas pouvoir additionner à ses qualités le don de l'ubiquité. Alors, il sprinte, de Berlin au conseil des ministres et de son palais présidentiel à Toulouse. Il donne le tournis à ses partisans et prend de vitesse ses adversaires. « *Il vous étonnera* » avait confié l'un de ses proches collaborateurs durant la campagne. A coup sûr, il désarçonne. Le rythme est donné : le suive qui pourra. Déjà, on l'a comparé à Clinton. Question de gestuelle. Mais il est bien plus insaisissable que l'ex américain. *Libération* a bien résumé la situation : « *Décidé à importer en France une version francisée du néo-conservatisme anglo-saxon, Sarkozy pourrait bien le faire avec une redoutable habileté et une sincère volonté de désarmer les opposants* » et dès lors, « *toute opposition pavlovienne serait condamnée à l'échec. Il faudra juger sur pièces l'action future, sur le critère de valeurs et non celui de l'étroitesse partisane.* » Libé avait mené rudement campagne contre le « petit Nicolas » ? Le voilà lui-même désarmé, il s'est placé en sas d'attente. Comme les syndicalistes, mis en joue par Sarko à la veille du second tour de la présidentielle et qui se sont dits « rassurés » à la sortie de leur première entrevue avec le président, au moins parce qu'il leur a été promis un round de négociations sur les sujets brûlants.

L'esquive, le contre-pied, disions-nous. Il lui a été reproché de coloniser tous les pouvoirs – il cumule effectivement les atouts : la présidence, la gestion de fait d'un gouvernement à sa main, comme le restera « son » UMP, le confort d'une nette majorité parlementaire, sans même parler des nominations partisans qui récompenseront ses affidés dans les allées du pouvoir, ni de ses réseaux qu'il cultive jalousement...

Une certaine gauche

Mais à ceux qui lui reprochaient de vouloir accaparer l'appareil d'Etat, il oppose bel et bien une équipe ministérielle ouverte au centre et à gauche. Du moins une certaine gauche... Voilà donc en piste, aux côtés des plus beaux fleurons de la droite, Bernard Kouchner, le « *french doctor* » aux dents de requin, atlantiste et, à ce titre au moins, sarko-compatible, Jean-Pierre Jouyet, un « ami de trente ans » de Ségolène Royal et de son compagnon François Hollande qui avait basculé vers la droite il y a quelques années, Besson, dans le rôle du traître qui a viré de bord sans état d'âme. Et pour faire bonne mesure, Martin Hirsch, hier compagnon de route de la gauche, président d'Emmaüs-France mais qui partage avec le président une sensibilité compassionnelle pour les humbles et les sans-grade et se trouve chargé d'un « haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté ». Cela ferait presque pleurer dans les chaumières...

Sarko a donc réalisé ce que promettait François Bayrou : faire sauter les « verrous idéologiques ». Il a rudement renvoyé son rival de centre-droit, star d'un moment, au placard des rêves avortés. Et à court terme, plongé plus profondément encore la gauche dans la panade, à quelques encablures d'élections législatives que tous les sondages annoncent triomphales pour la formation présidentielle. On le disait

¹ Analyse parue dans N° 321 du *Journal du mardi*, 22 mai 2007.

macho ? Le gouvernement compte presque autant de femmes que d'hommes. Proche des thèses du Front national ? Le ministère de « l'immigration et de l'identité nationale », annoncé naguère pour capter les voix de Jean-Marie Le Pen, sera aussi celui de l'intégration et du développement. Comme pour couper l'herbe sous le pied de celles et ceux qui l'accusaient d'une xénophobie malade. Pour le même prix, c'est une maghrébine, Rachida Dati, qui sera en charge de la Justice. Une jeune dame qui, selon ses dires, entend bien démontrer qu' « immigration ne rime pas nécessairement avec gauche »

Garde rapprochée

Les acteurs sont en place. Les trois coups sont donnés. Et maintenant ? Maintenant, reste l'essentiel. Avec cette première question : l'ouverture annoncée avec tant de fracas n'est-elle pas un rideau de fumée ? C'est que la bande-annonce présidentielle offre aussi un casting éclairant. Derrière un habile marketing, se dresse une équipe resserrée avec comme feuille de route le programme ultra-libéral du rassembleur des droites. La garde rapprochée du chef de l'Etat, ceux qui l'ont fait roi, gèrent les ministères qui doivent mettre en œuvre les premières lourdes réformes promises par le candidat. Il y a là Brice Hortefeux, le fidèle, l'homme à tout faire, à qui est confiée la charge d'œuvrer en matière d'immigration. Soit de jouer la police des frontières. Il y a Rachida Dati, porte-parole de la campagne, désormais Garde des Sceaux, qui devra faire voter dans quelques semaines déjà des lois emblématiques de la méthode Sarkozy : l'instauration des peines-planchers pour les récidivistes et l'abaissement à 16 ans de la majorité pénale. Autre ex-porte-parole de la campagne, Xavier Bertrand, ministre du travail, aura à affronter les syndicats sur quatre thèmes sensibles : le service minimum, le contrat de travail unique, l'organisation des quatre conférences sociales de la rentrée et la réforme des régimes spéciaux de retraite en 2008.

Equipe de combat

Et là, on sortira de la politique-spectacle pour entrer de plain pied dans le néoréalisme sarkozien. Nicolas Sarkozy a peut-être trouvé l'ombre d'une caution de gauche pour son gouvernement, mais c'est bien une équipe de combat qu'il corne. Les femmes et les hommes clés qui verrouillent un dispositif de combat s'appellent aussi, outre ceux précédemment cités, François Fillon, Alain Juppé, Michèle Alliot-Marie, Christine Boutin, Jean-Louis Borloo,... Autant d'acteurs des réformes antisociales menées par la droite depuis 1995 et tous adoués par le MEDEF, l'organisation patronale. Sans doute, d'ici les élections législatives des 10 et 17 juin, Nicolas Sarkozy va-t-il multiplier les paroles apaisantes et les coups sur les terrains les plus divers. Il veut plus que la majorité parlementaire. Il veut assommer l'opposition pour avoir les mains libres, user de ses pouvoirs dans une monarchie présidentielle dont il se veut le chef unique. Le redécoupage des ministères, tel qu'il l'a imposé, est d'ailleurs symptomatique de sa visée politique : remodeler l'État, dégraisser la fonction publique et la tourner vers le soutien aux stratégies privées, mettre les syndicats au pas. Dès la session parlementaire d'été, le feu sera ouvert. « *Je suis là pour agir très vite. On va vraiment faire changer le pays* » n'a cessé de répéter le Speedy Gonzalez français.

Le copain d'Albert

« *C'est un nouveau cycle, peut-être pas de cinq ans mais de dix ou vingt ans, qui s'ouvre pour notre pays dans sa façon d'aborder la politique et les questions économiques et sociales.* » Le MEDEF aborde cette période avec enthousiasme » s'est réjouie Anne Parisot, la patronne des patrons français. Mais les liens consanguins entre Nicolas Sarkozy et les milieux d'affaires ne s'arrêtent pas là. Comme l'ont illustré les épisodes survenus juste après sa victoire (dîner au Fouquet's et « retraite » sur un yacht), le nouveau président cultive un réseau d'amitié avec les parrains du capitalisme et, en particulier, avec ceux qui dirigent des groupes industriels et de médias. Le Belge Albert Frère, richissime premier actionnaire de Suez, Total et la chaîne de télé M6, fut ainsi un des premiers à féliciter Sarko le soir de son élection.